Nous sommes rassemblés ici pour crier notre indignation devant les assassinats perpétrés par l’armée d’occupation israélienne contre les manifestants pacifiques de Gaza.

Véritable tuerie programmée :

19 tués Palestiniens et 1400 blessés le 30 mars

9 morts Palestiniens et 500 blessés le 6 avril

Combien encore ce vendredi 13 avril ?

Il s’agit de crimes prémédités puisqu’avant les manifestations, l’armée israélienne avait donné l’ordre de tirer à balles réelles sur les manifestants. Les responsables de ces crimes devront en répondre devant la Cour pénale internationale (CPI).

Les habitants de Gaza, après plus de 10 ans d’un blocus inhumain et illégal qui les prive des biens les plus essentiels à leur survie ont montré une rare énergie pour manifester pacifiquement, jeunes et moins jeunes, en famille, contre ce blocus qui les étrangle. Ces manifestations ne sont pas organisées par une faction, mais par l’ensemble des forces politiques et sociales palestiniennes. D’autres suivront jusqu’au 15 mai date commémorative de l’expulsion de 80% de la population palestinienne en 1948 (la Nakba).

Cette « marche du retour » a aussi une autre signification : les habitants de Gaza nous rappellent qu’ils sont pour la plupart des réfugiés de 1948 et que leurs parents et grands-parents subissent depuis 70 ans l’oppression et l’humiliation et que leur liberté passe par la fin de l’occupation et la fin du projet colonial israélien.

Il faut rappeler que ce droit au retour est un droit inscrit noir sur blanc depuis 70 ans dans la résolution 194 de l’ONU.

Mais Israël qui a toujours refusé de reconnaître la Nakba, l’expulsion de 800 000 Palestiniens en 1947-48 ne connait qu’une seule réponse : la force aveugle et brutale. Cette politique s’exprime à Gaza en ce moment de la manière la plus brutale, mais c’est la même politique, plus insidieuse en Cisjordanie, qui cible la jeunesse en procédant à des rafles de jeunes d’enfants ou de leaders de la résistance populaire. Nous pensons bien sûr à Salah Hamouri, Ahed et sa mère Nariman, leurs cousins de Nabi saleh, Munther Amireh du camp d’Aïda, Khalida Jarrar pour ne citer que les plus connus sans parler des exécutions ciblées qui interviennent périodiquement.

Depuis l’élection de Trump, un nouveau chapitre est ouvert avec sa décision sur Jérusalem et sa volonté de détruire l’UNRWA (organisme des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens). Le plan de paix qu’il propose est clair. Il consiste à offrir à l’extrême droite israélienne ce dont elle rêve depuis toujours : pas d’État palestinien, aucun droit pour les Palestiniens qui pourraient tout au plus survivre comme minorités dans de dérisoires bantoustans.

La France, l’ONU, l’UE, la Ligue Arabe, l’Organisation de la coopération islamique sont demandeuses, mais les États-Unis se sont opposés une nouvelle fois à un projet résolution sur les événements de Gaza demandant une enquête indépendante. Ainsi, les autorités israéliennes peuvent continuer en toute tranquillité à utiliser encore plus de force pour réprimer.

Il est temps que l’Europe et la France prennent leurs responsabilités pour éviter d’autres massacres notamment les vendredis 13, 20, 27 avril et les 4 et 11 mai et surtout le mardi 15 mai, jour de la Nakba, qui s’annonce comme la journée de tous les dangers.

L’urgence c’est de mettre fin à cette impunité qu’Israël. Cette impunité qui tient à l’appui des États-Unis et à la lâcheté de ce qu’on a coutume d’appeler « la communauté internationale ». Lâcheté et indécence également du gouvernement français qui « demande aux autorités concernées de faire preuve de la plus grande retenue et souligne que l'usage de la force doit être proportionné. »

La France, qui a une responsabilité historique dans le non règlement de la question israélo-palestinienne, ne peut continuer à se dérober.

* Aujourd’hui elle doit reconnaître immédiatement l’État de Palestine
* Interdire l’importation de produits et services des colonies israéliennes
* Cesser toute coopération militaro-policière avec Israël.
* Imposer des couloirs humanitaires entre Gaza et l’extérieur
* Exiger la levée du blocus de Gaza et la protection du peuple palestinien.

Elle doit mettre sur la table du Conseil européen des Affaires Étrangères du 16 avril la suspension de l’accord d’Association Israël-UE et demander au Conseil de sécurité de prononcer des sanctions même si cela doit provoquer le veto des États-Unis.

Voilà la réponse politique nécessaire pour dire à la face du monde que la Palestine vivra.